



**HAL**  
open science

## Fukushima : rien n'est caché, tout est accepté

Cécile Asanuma-Brice

► **To cite this version:**

| Cécile Asanuma-Brice. Fukushima : rien n'est caché, tout est accepté. 2016. hal-02615021

**HAL Id: hal-02615021**

**<https://hal.science/hal-02615021>**

Submitted on 17 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# Fukushima : rien n'est caché, tout est accepté

©Cloud Front

■ À Fukushima ou ailleurs, rien n'est plus caché... Et pourtant, où se trouve la révolte ?

Cinq années se sont passées depuis le tremblement de terre de 2011, le tsunami, l'explosion de la centrale nucléaire. Les deux premières années, l'intensité de l'information était telle qu'il devenait difficile d'y voir clair. Après cinq ans, la phénoménologie de la perception ayant fait ouvrage, la plupart d'entre nous sont dans un état de saturation et ne supportent guère plus d'entendre le mot « Fukushima ». Le lieu du drame véhicule désormais la catastrophe en son nom.

Par Cécile Asanuma-Brice\*

Où en est-on ? Tous les efforts sont faits. Tous les efforts sont faits pour nettoyer terres et esprits avant l'accueil des jeux olympiques de Tokyo en 2020, permettant de donner l'élan nécessaire à l'oubli. Le vent de fête olympique qui s'accompagne à l'accoutumée d'un nettoyage social et d'une montée nationaliste acceptés de tous, portera un troisième fleuron : l'amnésie nécessaire à la poursuite du nucléaire. Malgré la mascarade qui se met en place, via la décision du gouvernement japonais de rouvrir à l'habitat la totalité de la zone d'évacuation autour de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, dès mars 2017, dans les faits, rien n'est réglé. « Le passé n'est pas mort, il n'est même pas passé » écrivait William Faulkner. On ne peut trouver plus justes mots pour décrire la situation actuelle.

## Au monde de Sisyphe l'éternel rangement répond de l'absurde

Plus de 9 millions de sacs poubelles comprenant chacun un mètre cube de déchets contaminés répartis sur 114 700 sites au sein de la préfecture de Fukushima fin septembre 2015 <sup>(1)</sup>. Ces plas-

tiques enferment – un temps – terre et déchets radioactifs : sauf que les graines présentes dans la terre continuent de germer au gré des saisons et leurs pousses difformes éventrent les sacs pour laisser se répartir à nouveau les débris contaminés, au gré des vents.

## Plus de 9 millions de sacs poubelles comprenant chacun un mètre cube de déchets contaminés répartis sur 114 700 sites au sein de la préfecture de Fukushima

Un coût néanmoins exorbitant pour une politique chimérique qui voit son budget plafonné à 91 milliards de yens, soit 727 millions d'euros pour 2016. Au total, depuis 2011, les dépenses pour la décontamination s'élèvent à 1 milliard 500 millions d'euros <sup>(2)</sup>. Cette politique de décontamination qui berne les esprits en leur inculquant que tous les efforts sont faits pour protéger la vie, n'a qu'un seul objectif : rassurer pour mieux contraindre au retour.

## Mises en scène et risques de la communication dans la société du spectacle

Ce choix politique se met en place via une straté-

gie de communication toujours plus perverse sur le risque : en assurant par exemple que le risque sismique ou celui d'une éruption volcanique seraient plus prégnants que le risque nucléaire (dixit Dr Kumagai Tomohiro, neurologie, univ. médicale de Fukushima) <sup>(3)</sup> ; que l'obésité et la tension sanguine consécutives au manque de sport (les personnes vivant dans les logements provisoires sur les zones contaminées limitant leurs sorties) seraient plus néfastes que l'irradiation (Dr Tsubokura Masaharu, hôpital général de Minamisōma, Univ. de Tokyo) ; ou en ensei-



©NHK

▲ Village de Futaba : les sacs de terre contaminée déchirés par les floraisons printanières.



gnant aux élèves de primaire du département de Fukushima les méthodes pour filtrer le césium présent dans la terre (workshops organisés par le Pr. Mizoguchi Masaru, Univ. de Tokyo). Il en est d'autres, tel le Pr. Hayano Ryugo (univ. de Tokyo, fervent acteur du programme Ethos Fukushima<sup>(4)</sup>), qui habilement font signer un rapport sur la radioactivité et ses bienfaits sur la santé par des lycéens du département de Fukushima, entre autres, mais également par des lycéens français, américains et biélorusses avec qui la Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR) et le programme Ethos organisent des workshops (ateliers), leur permettant de publier leurs œuvres dans un journal scientifique international et les mettant en scène lors d'une conférence de presse au Foreign Correspondent's Club of Japan en décembre 2015. Car les soldats de la politique en faveur de la continuité du nucléaire ont bien compris le message concernant les générations futures et n'ont cessé de les préparer à toujours mieux accepter leur avenir irradié à défaut d'être radieux.

### « Mon mari ne parle plus d'avenir »<sup>(5)</sup>

Néanmoins, les habitants ne sont pas dupes, et malgré l'appel du gouvernement au retour à vivre dans les zones contaminées et sa décision de rouvrir la totalité de la zone d'évacuation en mars 2017, les voix s'élèvent. Non moins de 12 539 personnes ont ouvert un procès pour demander des dommages et intérêts, estimés au total à 113 milliards de yens<sup>(6)</sup>. Cela reste limité si l'on considère les 99 991 réfugiés officiels de l'accident nucléaire<sup>(7)</sup> dont environ 50 000 à l'intérieur du département de Fukushima. Parmi eux, 18 322 résident encore dans les logements provisoires, 30 000 habitent des logements du parc privé dont le loyer est pris en charge par l'État et 654 personnes vivent dans des logements publics<sup>(8)</sup>. Tous verront leurs aides au logement prendre fin en mars 2017.

En outre, seule 10 à 20% de la population du village d'Iitate, classé en zone prioritaire pour la reconstruction de la communauté<sup>(9)</sup>, prévoit de revenir en cas d'amélioration de l'environnement.

▼ 27 novembre 2015, village de Tomioka, l'un des 114 700 entrepôts de sacs de terre contaminée.



▲ Lors d'un symposium qui s'est tenu à Fukushima le 27 février 2016 sur la question de la possibilité ou non de revenir vivre dans le village d'Iitate (préf. Fukushima), le professeur Imanaka Tetsuji, Professeur en physique du nucléaire à l'Institut de recherche sur les réacteurs nucléaires de l'université de Kyoto, estimait que malgré une baisse naturelle du taux de contamination environnementale, celui-ci dépassait encore par endroits 10 à 20 fois le taux d'avant l'accident.

Ce taux est celui exprimé pour la totalité des communes interrogées.

Lors d'un symposium qui s'est tenu à Fukushima le 27 février 2016 sur la question de la possibilité ou non de revenir vivre dans le village, le professeur Imanaka Tetsuji, Professeur en physique du nucléaire à l'Institut de recherche sur les réacteurs nucléaires de l'université de Kyoto, estimait que malgré une baisse naturelle du taux de contamination environnementale, celui-ci est encore par endroit 10 à 20 fois supérieur au taux d'avant l'accident. Selon lui, la politique du refuge reste d'actualité, d'autant qu'il est totalement

***Il a été confirmé le 2 mars 2016, que les trois cœurs des réacteurs 1, 2, et 3 avaient bien fondu, mais qu'on ne savait pas où ils se trouvaient!***

impossible d'enlever la contamination des montagnes environnantes. Par ailleurs, M. Masuda Naohiro (directeur en chef de la commission de la centrale nucléaire de Fukushima) a confirmé le

▼ 5 mars 2016, village de Namie, un incendie se déclare durant 5 heures dans un site de stockage de déchets contaminés.



2 mars 2016, que les trois cœurs des réacteurs 1, 2, et 3 avaient bien fondu, mais qu'on ne savait pas où ils se trouvaient. Difficile de continuer à rassurer les foules dans un tel contexte<sup>(10)</sup>.

### Le corps, lui, ne ment pas

L'information concernant la multiplication du nombre d'enfants atteints de cancer de la thyroïde est diffusée au rythme des annonces de la commission sanitaire chargée d'effectuer les tests dans l'indifférence internationale la plus complète. Nous en sommes, en février 2016, à 167 enfants de moins de 18 ans atteints d'un cancer de la thyroïde, ou suspectés de l'être, sur un échantillonnage de 370 000 individus pour un taux naturel de 1 pour 1 million.

Les spécialistes de la commission, dans la contradiction la plus complète, affirment qu'ils ne savent pas, tout en rapportant que l'on ne peut induire ces cancers aux radiations. L'argument avancé est le sur-diagnostic, soit le fait qu'un dépistage systématique engendrerait la prise de connaissance du nombre de cancers qui n'auraient pas été connus auparavant. Si ce raisonnement est tenable dans le cas d'un dépistage sur l'ensemble du territoire, il ne peut cependant l'être à partir du moment où l'on ne considère que la population à risque, ce qui est le cas ici, l'enquête sanitaire ne concernant que les habitants de Fukushima. Une étude sérieuse imposerait de généraliser les tests nationalement et sur l'ensemble des classes d'âge, afin de pouvoir effectuer des comparaisons par zone géographique. À l'inverse, la commission s'oriente vers une réduction des contrôles, estimés trop coûteux.

Le professeur Tsuda, épidémiologiste à l'université d'Okayama, estime pour sa part qu'il est grand temps de s'alarmer. Lui et son équipe ont repris la totalité des données rassemblées d'octobre 2011 jusqu'en juin 2015. Ils ont mené une étude comparative, publiée dans la revue internationale *Epidemiology*, prenant en compte la moyenne connue de développement de cancer de la thyroïde sur l'ensemble du Japon par classe d'âge et par année afin de quantifier le rapport de causes à effets entre la pollution engendrée par les iso-



*Si l'on fait une comparaison avec la moyenne nationale connue, on en déduit que le taux de cancers de la thyroïde des moins de 18 ans a été multiplié par 50*

topes qui se sont répandus dans l'atmosphère après l'explosion de la centrale et l'accroissement du nombre de cancers de la thyroïde chez les enfants de moins de 18 ans dans la région.

«Si l'on fait une comparaison avec la moyenne nationale connue, on en déduit que le taux de cancers de la thyroïde des moins de 18 ans a été multiplié par 50. Dans les endroits où le taux est naturellement faible, on trouve une multiplication par 20 fois du nombre de cancers de la thyroïde. Dans les localités (au plan national) où le taux était le plus faible, nous n'avons pas encore détecté de cas de développement de cancer de la thyroïde.»

**Du Japon à la France, il n'y a qu'un pas: quand le taux tue**

La situation japonaise a pour but de prouver au monde que l'on sait gérer une catastrophe nucléaire alors qu'on ne le sait pas. Pour ce faire, les institutions internationales jouent de tour de prestidigitation via le relèvement des taux de sécurité dits «acceptables», afin de permettre la réouverture de la zone d'évacuation, au pied d'une centrale dont la déliquescence se poursuit au fil du temps. Ainsi, le Journal Officiel de l'union européenne (on notera ici que cela ne concerne pas uniquement le Japon), du 17 janvier 2014, préparait le terrain en annonçant: «Sans préjudice des niveaux de référence fixés pour les doses équivalentes, les niveaux de

▼ Décembre 2015, ville de Koriyama, préfecture de Fukushima. Tests de la thyroïde effectués par des médecins volontaires, dans le cadre de workshops organisés par des citoyens de Fukushima, en réaction aux tests peu crédibles effectués par la commission officielle



© Cécile Asanuma-Brice

référence exprimés en doses efficaces sont fixés dans l'intervalle de 1 à 20 milliSievert (mSv) par an pour les situations d'exposition existantes et de 20 à 100 mSv (aiguë ou annuelle) pour les situations d'exposition d'urgence»<sup>(1)</sup>. Prenant le pas de la CIPR qui fait référence en la matière, le ministère de l'Environnement japonais soutient, dans un rapport d'août 2014, qu'en deçà de 100 msv/an, il n'y aurait aucune conséquence sur la

santé au grand dam des épidémiologistes, spécialistes de ces questions. À ce rythme, on peut prévoir qu'il n'y aura même plus de zone d'évacuation lors d'un prochain accident. Cela permettra de

faire chuter encore un peu plus le calcul du coût du risque de l'industrie nucléaire. C'est d'ailleurs ce que prévoit le plan CODIRPA (comité directeur pour la gestion de la phase post-accidentelle) élaboré pour la France par l'Agence de Sécurité Nucléaire en 2005 dont l'objectif est clair, puisqu'il s'agit de gérer «la réhabilitation des

conditions de vie dans les zones contaminées». Pourtant, cette même Agence tire aujourd'hui la sonnette d'alarme. L'allongement de la durée de vie d'un parc nucléaire français déjà vétuste laisse le président de l'Agence de la Sûreté Nucléaire (ASN), Pierre-Franck Chevet, pantois. Il estime désormais, qu'il faut «imaginer qu'un accident de type Fukushima puisse survenir en Europe»<sup>(2)</sup> ■

\* Cécile Asanuma-Brice réside au Japon depuis 2001. Docteur de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), Adjointe au directeur du bureau CNRS Asie du nord, elle est chercheur associé au laboratoire CLERSE, univ. Lille 1 UMR 8019 et au centre de recherche de la Maison Franco-Japonaise UMIFRE 19 (Tokyo). Ses recherches en sociologie urbaine axées sur les politiques publiques du logement se sont orientées, après l'accident nucléaire de Fukushima, vers la gestion de la protection de la population.

**Notes:**

- 1- Mainichi, 10 décembre 2015: <http://mainichi.jp/english/articles/20151210/p2a/00m/0na/020000c>
- 2- Mainichi, 23 février 2016: <http://www.asahi.com/articles/ASJ2Q4HNSJ2QUGTB00F.html>
- 3- Déclaration du Dr KUMAGAI Tomohiro lors d'un séminaire de l'ICRP sur l'éthique organisé à Fukushima en juin 2015
- 4- À ce sujet voir notre article dans le journal du CNRS de mars 2015. À Fukushima, la population est dans une situation inextricable, qui décrit également les manipulations psychologiques faites aux enfants des familles réfugiées pour créer le désir de retour: <https://lejournal.cnrs.fr/articles/a-fukushima-la-population-est-dans-une-situation-inextricable>
- 5- Ancienne habitante d'Iitate, 42 ans (entretien à Fukushima, février 2016)
- 6- Asahi Shinbun, 6 mars 2016
- 7- Journal Mainichi, 8 janvier 2016
- 8- Source: Préfecture de Fukushima
- 9- Source: Document de la préfecture de Fukushima
- 10- The Associated Press, 2 mars 2016, «Melted nuclear fuel from Fukushima disaster is missing, company says» <http://globalnews.ca/news/2552628/melted-nuclear-fuel-from-fukushima-disaster-is-missing-company-says/>
- 11- page L13/39 (Annexe I, article 1)
- 12- Interview dans Libération du 3 mars 2016: [http://www.liberation.fr/futurs/2016/03/03/il-faut-imaginer-qu-un-accident-de-type-fukushima-puisse-survenir-en-europe\\_1437315](http://www.liberation.fr/futurs/2016/03/03/il-faut-imaginer-qu-un-accident-de-type-fukushima-puisse-survenir-en-europe_1437315)



© DR